



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1746>

Cécile Ropiteaux : une actualité estivale chargée pour les droits et libertés

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseil national de pré-rentrée du 27 août 2014 -



L'École Émancipée

Concernant les Droits et Libertés, l'actualité estivale a été particulièrement chargée : camps de Roms brutalement évacués, constat de la non scolarisation d'un enfant Rom sur deux en France, familles ou jeunes en centre de rétention, ou accusé-es de fraude à l'ASE (aide sociale à l'enfance), expulsions violentes, y compris de familles, allant même jusqu'à la mort par asphyxie d'un Algérien la semaine passée...

Plusieurs conflits internationaux ont marqué l'été, entraînant leur lot de drames humains. Le conflit israélo-palestinien a fait l'objet de mobilisations de solidarité et de réactions un peu partout dans le monde. Au fil des événements, la politique d'Israël est apparue de plus en plus clairement aux yeux de l'opinion internationale pour ce qu'elle est : une politique d'occupation et de colonisation, en violation de résolutions de l'ONU (rappelons-le), un véritable apartheid doublé de massacres de civil-es et de crimes de guerre.

On déplore plus de 2000 morts palestiniens (dont au moins 400 enfants), civil-es à 80 %, contre une soixantaine de décès israéliens, pour la plupart des militaires. La situation de Gaza est terriblement inquiétante, manque d'eau potable et de fournitures médicales, infrastructures détruites ou servant à reloger des familles (dont de nombreuses écoles), 250 000 Palestinien-nes déplacé-es...

Les expressions de personnalités internationales se multiplient, dont celle de Desmond Tutu, notamment pour inciter à élargir les actions de boycott (BDS) qui commencent à impacter l'économie israélienne.

Dans ce contexte, la réaction de Hollande, évoquant une sorte de symétrie entre les deux camps et justifiant la riposte disproportionnée d'Israël aux tirs du Hamas, est apparue comme une faute politique grave. Comment s'étonner ensuite de la violence qui s'est exprimée dans certaines manifestations ? Violence que ne pouvaient qu'attiser les interdictions de manifester, atteinte flagrante à un droit fondamental.

Au rang des reproches à faire au gouvernement français se trouve aussi la volonté de discréditer la mobilisation en entretenant l'amalgame entre anti-sionisme et antisémitisme, de faire passer cette guerre de domination et de colonisation pour un conflit de religions, et également la volonté de criminaliser la solidarité avec la Palestine, avec notamment la convocation en justice d'Alain Pojolat, militant ayant déclaré une manifestation interdite, et que le mouvement militant doit absolument soutenir.

La FSU est impliquée depuis longtemps, au niveau national comme dans les départements, dans le Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens, dont voici les revendications :

Pas de paix durable sans justice : l'arrêt des bombardements ne saurait suffire, le droit doit s'appliquer : levée du blocus de Gaza, libération des prisonniers, mise en oeuvre de sanctions. Il faut cesser immédiatement toute coopération militaire avec Israël, agir pour la suspension de l'accord d'association avec l'Union Européenne, s'en prendre directement à la colonisation en interdisant l'entrée des produits des colonies sur le sol français.

Et le Collectif conclut ainsi son appel à manifester du 9 août : « Notre solidarité avec la lutte des Palestinien-nes ne faiblira pas. » Parce que c'est une lutte pour le respect des droits d'un peuple.